

BILLS—Suite.

M. Bourassa—*Suite.*

—6489 ; ceci est nécessaire dit-il à cause de l'interprétation donnée à l'ancien Acte par M. D. McMaster à Montréal, qui a dit en face de lord Minto, sans protestation de celui-ci, qu'il avait personnellement le pouvoir de mettre sur pied la milice du Canada—6502.

Hon. Fitzpatrick—Démontre que si la clause peut sembler ambiguë ou prolix, elle signifie ce que veut dire M. Bourassa—6501 ; définition du terme Gouverneur en conseil—6493 ; doctrine constitutionnelle—6494.

M. Alcorn—M. Bourassa voudrait enlever la direction de la milice au parlement pour la donner au gouvernement—6490.

M. Gourley—Chaque fois que les services de la milice du Canada seront requis pour les Indes ou les îles les plus lointaines, nous répondrons à l'appel—6499 ; le gouvernement qui ne partagerait pas cette opinion serait renversé en moins de deux jours—6499.

M. Robinson (J.)—Se plaint qu'on gaspille du temps à ergoter—6506.

Amendement Bourassa rejeté—6508.

Article 15 relatif aux exemptions de service actif—6511.

Hon. Fitzpatrick—Tous les citoyens mâles du Canada, âgés de plus de 18 ans et de moins de soixante, sauf les exemptés peuvent être appelés en service actif—6512 ; le Gouverneur général en conseil en cas de levée en masse peut appeler en service toute la population mâle en état de porter les armes, sans exemption—6512 ; pas même pour le clergé—6512.

M. Gourley—Proteste contre l'exemption en faveur des députés, il la trouve insultante—6513.

Borden (sir Frederick)—Ajoute les pompiers parmi les exemptés—6516.

M. Hughes—Demande le rétablissement des anciennes dispositions exemptant ceux que leurs opinions religieuses empêchent de prendre les armes—6517.

M. Bourassa—Comment s'appliquera la loi qui exige de fournir un mois d'avance les preuves du motif d'exemption à invoquer—6518 ; quand l'intéressé saura-t-il qu'il sera appelé à servir—6519 ; en cas, par exemple, de tirage au sort pour compléter les vides du recrutement—6519 ; ce cas équivalant au service obligatoire, l'exempté sera enrôlé s'il n'est pas prévenu un mois d'avance que son numéro sera désigné par le sort, ce qui est absurde—6518.

Hon. Fitzpatrick—L'Exécutif fera des règlements à cet effet—6520.

Articles 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 adoptés—6522.

M. Bourassa—Propose d'inscrire l'article suivant entre 27 et 28 : en temps de paix l'effectif total de la milice active ne dépassera pas 50,000 hommes—6522 ; l'ancienne loi limitant à 45,000 le nombre d'hommes pouvant recevoir l'instruction—6522 ; maintenant, il n'y a plus de limite—6522 ; il faut songer à enrayer les dépenses—6522.

BILLS—Suite.

M. Gourley—Les pays soumis au militarisme en ont retiré de grands avantages, exemple, l'Allemagne—6525 ; demande une définition du militarisme—6526.

M. Thompson (A. T.)—C'est un peu plus qu'une protection suffisante—6526.

M. Gourley—Rappelle le discours de sir Wm Mulock, à Toronto, où il a parlé contre le militarisme—6526 ; les succès du Japon sont dus au militarisme—6527 ; la milice devrait prendre les enfants de quatorze ans—6527 ; le service devrait être obligatoire dans la milice—6527.

M. Hughes—La milice est l'entithèse du militarisme—6528 ; deux membres du gouvernement, l'honorable M. Sifton et le premier ministre, se sont déclarés en faveur de la création d'une milice de 1,000,000 d'hommes—6529.

M. Bourassa—Approuve le système du Gouvernement de faire enseigner aux jeunes gens le tir à la cible—6529 ; on peut enseigner à la jeunesse le devoir sans créer des effectifs qui seront toujours trop modiques, mais qui détourneront la jeunesse des occupations nécessaires—6530 ; pourquoi habituer la jeunesse qui porte le casque à railler l'agriculture comme on l'a fait pour l'honorable M. Fisher—6530 ; approuve les bataillons scolaires si la jeunesse est libre d'en faire partie ou de s'abstenir—6530 ; on doit imposer une limite au cas où le portefeuille de la milice tomberait aux mains d'exaltés comme le colonel Hurhes—6531 ; un gouvernement libéral est apte à céder aux caprices torries en matière de panache et de militarisme—6532 ; il est absurde de prétendre que nous avons assez d'argent disponible pour nous mettre sur un pied de guerre permettant de lutter avec les Etats-Unis—6532 ; le bon sens populaire est notre meilleure sauvegarde et la seule—6533 ; au fond du cœur dans le peuple canadien on sait que nous avons trop dépensé d'argent pour le militarisme depuis quelques années—6534 ; en augmentant notre milice dans le but avoué de faire face aux Etats-Unis nous préparons de graves embarras à la mère patrie que nous prétendons chérir—6535.

M. Thompson (A. T.)—Il y a trente-six ans la milice était limitée à 40,000 hommes dont l'exercice était obligatoire, il nous faut plus que cela maintenant—6536 ; maintenant le parlement sera maître d'en exercer suivant les besoins—6536 ; que ferait-on si on enseignait le tir à toute la jeunesse et si l'on n'avait que 40,000 fusils—6536 ; il est faux que la milice soit le rendez-vous des désœuvrés—6536.

M. Ingram—Condamne la conduite du parti libéral à propos des achats de fusils en 1896—6537.

M. Hughes—Si M. Bourassa fréquentait les camps, il changerait d'opinion quant à la milice—6538.

M. Osler—L'Angleterre nous défendra quand bien même nous aurions d'autres gens du calibre de M. Bourassa—6539 ; M. Bourassa est le seul dans la Chambre à entretenir les idées qu'il a exprimées—6540.